

REGARDS PHILOSOPHIQUES SUR LES MÈRES PORTEUSES ET LA GESTATION POUR AUTRUI

Jean CORNIL

Jean Cornil est un essayiste, ancien parlementaire et animateur d'entretiens philosophiques belge. Ses domaines de prédilection sont l'associatif, la démocratie et la citoyenneté, l'emploi, l'enfance, la jeunesse, l'éthique, l'intégration sociale, la justice, la pauvreté, et les relations internationales.

Lors de notre journée d'étude, nous lui avons demandé d'apporter quelques éléments plus abstraits de réflexion sur la pratique de la GPA, qui font souvent cruellement défaut aux débats sur la question. L'occasion de se remettre en mémoire d'autres approches comparables, qui ont donné lieu à la publication d'ouvrages qu'il peut être intéressant de consulter pour approfondir certains aspects.

En France, ce type de débat et d'arguments est en effet plus fréquemment développé que dans notre pays. Parfois, dans une optique nettement féministe, comme l'a fait par exemple la philosophe Sylviane Agacinski, dans son essai *Corps en miettes* (Flammarion, 2013). Pour elle, la pratique apparemment généreuse de la GPA, n'est rien d'autre que le sacrifice des femmes et des enfants au marché, appuyé sur les progrès de la technique. Engagée depuis longtemps contre toute forme d'exploitation du corps humain – et en faveur de l'interdiction universelle des « mères porteuses », elle dénonce sans relâche le développement dans le monde d'un « grand marché procréatif », qui touche en priorité les pays pauvres (mais pas seulement). Elle décrit ce marché organisé autour du corps humain comme contraire aux principes fondamentaux des droits de l'Homme.

Dans ce contexte, comment une GPA « éthique » serait-elle seulement possible ?

Pourtant, c'est bien ce que souhaitent croire les partisan-e-s d'une légalisation, à l'instar d'Elisabeth Badinter, également philosophe, et d'Irène Théry, qui affirmaient, à la faveur d'une Tribune parue dans le journal *Le Monde* en décembre 2012, que la GPA éthique serait « aussi contraire à la marchandisation des femmes que l'adoption est contraire aux enlèvements d'enfants, et le don d'organes au trafic d'organes » (sic). Mais l'idée est loin de faire consensus.

Ainsi, pour la juriste Muriel Fabre-Magnan, professeure de droit à Paris I-Sorbonne et auteure de *La gestation pour autrui. Fictions et réalités* (Fayard, 2013), « une GPA éthique est impossible, car en elle-même, cette pratique porte atteinte aux valeurs fondamentales de notre droit ».

D'autre part, la gratuité (ou l'« altruisme »), ne suffit pas, toujours selon cette dernière, à rendre une pratique éthique car « rémunération ou non, la GPA est une forme inédite de mise à disposition d'un être humain au profit d'un autre, répondant aux nouveaux

besoins de matériaux biologiques – gamètes, organes, etc. » ; ajoutant même que, dans la réalité, la gratuité est une « illusion ».

Prenons connaissance à présent des questionnements soulevés par Jean Cornil. Entre problématique des limites, définition de l'humanité, critique de la marchandisation des corps, difficultés juridiques posées par la pratique de la GPA et intérêt de l'enfant, il apporte à son tour des interrogations qui font écho avec celles qui précèdent.

« La délicate et difficile attitude à adopter envers les mères porteuses me semble faire écho à quelques réflexions fondamentales sur le monde moderne.

La gestation pour autrui pose la problématique des limites. Celles-ci sont géographiques, politiques, économiques, écologiques, culturelles et morales. Leur transgression, par la révolution scientifique des XVI^e et XVII^e siècles (Galilée, Copernic, Kepler, Descartes, Bacon,...), par l'avènement du monde de la technique (Weber, Adorno, Heidegger,...) interroge l'identité et la définition même de l'humanité. L'humain est par essence un être fini, limité dans le temps et l'espace, à l'inverse du divin. Les philosophes de l'Antiquité opposaient la prudence (la *phronesis*) à la démesure (l'*hubris*) considérée comme le défaut majeur de l'homme, coupable de vouloir pendre la place des dieux. Ne verse-t-on pas dans cette démesure, dans nos excès en outrepassant les frontières biologiques de l'humain ? Allons-nous reconfigurer notre identité, comme une forme de rédemption par les technosciences, par le transhumanisme, par l'humanité augmentée afin de rencontrer enfin notre désir immémorial d'immortalité ? L'humain parviendra-t-il à remplacer le divin ? Mais serons-nous alors toujours des humains ? La question centrale des limites, notamment à l'heure de l'exploitation tragique des écosystèmes, me paraît au cœur de la question de la gestation pour autrui. Elle interroge le statut même de l'humain, en regard de l'animalité, du végétal et du minéral, et elle questionne la définition de l'homme et de la femme.

Le propre de la vertu humaine n'est-il pas la capacité de se fixer des limites psychologiques et morales. Ne s'avance-t-on pas vers une nouvelle espèce d'Homo par la disparition de la norme éthique ? Vers une femme-machine, une cyberwoman, prototype du cybernanthrope, ni humain ni machine, rêvé dans les laboratoires de la Silicon Valley et dans les esprits futuristes des magiciens de l'humanité de l'avenir ? La transgression ne trahira-t-elle pas les promesses de l'émancipation ? Dénaturaliser pour défataliser explique-t-on dans certaines sciences sociales ? Mais est-ce si sûr que le pacte faustien ou le Prométhée totalement libéré de ses chaînes naturelles produira une humanité meilleure, plus heureuse, plus digne et plus solidaire ?

Bien évidemment, au fil de notre destinée, la définition de l'humanité, a évolué. De l'animal raisonnable d'Aristote aux neurosciences actuelles, en passant par son irréductible liberté ou le produit des structures sociales ou de l'inconscient, chaque séquence de l'Histoire a privilégié une vision de l'humain. Rien ne dit qu'un regard de l'humain s'arrachant totalement à ses déterminismes, biologiques, socio-historiques et familiaux, ne débouche sur une humanité plus réconciliée avec elle-même. Ici aussi, face au doute, la prudence des sages grecs et le principe de précaution me paraissent plus adéquats que la croyance en un avenir plus radieux grâce aux sciences et aux techniques.

Un autre aspect d'interrogation sur les mères porteuses ne paraît résider dans la logique croissante de la marchandisation du monde, dont la mercantilisation du corps. La mise sur le marché du corps féminin, qui est déjà bien réel dans nombre de domaines, de la prostitution à la publicité, au travers de la location de l'utérus, amplifie encore ce mouvement ascendant du capitalisme contemporain qui transforme toute valeur d'usage en valeur d'échange selon la formule de Marx. La fonction économique de la GPA, marché lucratif dont les motivations financières peuvent être diverses comme le souci de sortir les femmes indiennes de la pauvreté, est bien réelle puisque certaines publications chiffrent cette pratique entre 15.000 et 100.000 dollars. Il s'agit le plus souvent d'un acte intéressé et non d'une solidarité féministe ou humaniste. La mise sur le marché des corps n'est pas neutre axiologiquement. Il modifie, comme l'exprime Jean-Pierre Dupuy, la nature même du bien échangé. La vente temporaire d'un utérus apparaît alors à la fois comme une pratique ultralibérale, rien ne doit échapper au libre marché mû par le seul intérêt individuel des humains, et comme une pratique réactionnaire, confirmant la femme dans un rôle de génitrice et son utérus pensé comme un vase sacré comme le professent les visions les plus obscurantistes de l'humanité.

Il faut ajouter à ces considérations les difficultés juridiques, manifestement bien réelles dans nombre de situations qui peuvent devenir inextricables. Quid des conflits de droit, quid si les parents commanditaires changent d'avis, quid si la mère porteuse change d'avis, quid si un conflit naît entre eux, si il y a des jumeaux, quel est le droit parental de la mère-porteuse... ? Aux aspects juridiques, il me semble essentiel d'adjoindre l'angle le plus essentiel quant à la méfiance envers la pratique de la gestation pour autrui : l'intérêt de l'enfant. Je serai prudent sur cette composante fondamentale de la problématique, étant totalement profane en matière de développement de la personnalité de l'enfant. Mais le simple bon sens commande de s'interroger sur la construction d'une identité issue d'une pratique qui peut engendrer de réelles souffrances psychiques, d'un sentiment d'abandon aux troubles nés de la perception d'être

un objet issu d'une transaction financière. La lecture de certaines situations particulièrement douloureuses m'invite ici aussi à une prudence existentielle en regard des circonstances propres à chaque configuration parentale.

La conception de ces différents principes et arguments quant à la définition de l'humanité, à l'exploitation et à l'aliénation économique, aux contradictions juridiques et aux souffrances psychologiques, m'engage dès lors sur un chemin de vigilance, de circonspection et de mesure face à un questionnement qui est au cœur de la condition humaine. »

Jean Cornil,
Essayiste

